



Approches parlementaires de la prévention des conflits, de la réconciliation et de la consolidation de la paix : un chemin à défricher



*Audition parlementaire annuelle
Siège de l'Organisation des Nations Unies
6 et 7 décembre 2012*

Timor-Leste: recourir la coopération nationale et internationale pour consolider la paix

Le conflit : Le conflit de sécession du Timor-Leste (ancien Timor oriental) a duré 25 ans. En 1960, ce territoire a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies sous l'intitulé « territoire non autonome ». En attendant que la question de son statut soit réglée, le Timor oriental a été administré par le Portugal qui, en 1974, a tenté d'instaurer un gouvernement provisoire et une assemblée populaire pour déterminer le statut du territoire. Le Portugal s'est retiré après n'avoir pas réussi à enrayer une guerre civile conduite par trois partis politiques qui défendaient des idéologies contradictoires – l'Union démocratique timoraise (UDT), qui voulait maintenir des liens privilégiés avec le Portugal, l'Association populaire et démocratique du Timor (APODETI), qui voulait une intégration plus grande avec l'Indonésie, et l'Association social-démocrate timoraise (ASDT, devenue par la suite FRETILIN), qui prônait une indépendance totale. Le départ du Portugal a fait place à une invasion indonésienne, a coûté la vie à près de 200 000 personnes. L'Indonésie a ensuite annexé le Timor oriental en 1976 – annexion qui n'a pas été reconnue ni par l'ONU, ni par la Cour internationale de justice.

Suite à une grave crise financière, qui a entraîné la chute du Président Suharto en 1998, l'Indonésie a accepté d'engager des pourparlers en vue d'accorder une autonomie limitée au Timor oriental. En mai 1999, les gouvernements portugais et indonésien ont signé un accord avec l'ONU sur la possibilité d'un référendum émanant des Nations Unies, une « consultation populaire », qui permettrait au peuple du Timor oriental de décider s'il acceptait le statut d'autonomie au sein de l'Etat indonésien, ce qui réglerait le conflit territorial opposant le Portugal et l'Indonésie. Un mois plus tard, le Conseil de sécurité a adopté une résolution portant établissement d'une mission d'observation, l'UNAMET, pour superviser le référendum. Près de 80 pour cent des électeurs ont refusé l'intégration à l'Indonésie, ce qui a débouché sur une violence généralisée. Cette vague de violence a entraîné des déplacements massifs et des destructions de grande ampleur, qui ont eu de lourdes répercussions sur le développement économique et social du Timor oriental. Selon les estimations, 75 pour cent de la population aurait été déplacée et près de 70 pour cent des bâtiments, écoles et maisons auraient été détruits.

En septembre 1999, le Conseil de sécurité avait autorisé une force multinationale de maintien de la paix à user de toutes les mesures nécessaires pour rétablir la stabilité dans le pays. Un mois plus tard, l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) était mise en place. Le Timor oriental est devenu indépendant en mai 2002.

En 2006, la violence a repris, dans un premier temps, suite à un conflit entre militaires qui trouvait son origine dans les discriminations existant dans l'armée. Un coup d'Etat manqué a alors entraîné

des violences dans tout le pays, qui ont fait environ 150 000 déplacés dans la capitale, Dili, et ses environs. Le gouvernement a demandé l'aide militaire des pays voisins, ainsi qu'une aide humanitaire et sécuritaire à l'ONU. L'économie du Timor-Leste s'est très fortement ressentie de cette nouvelle crise et le niveau de pauvreté a considérablement augmenté.

Résultats : Le pays demeurait fragile et un certain nombre de questions sous-jacentes restaient encore à traiter, mais l'Alliance de la majorité parlementaire (AMP) – gouvernement de coalition rassemblant cinq partis politiques sous l'autorité du Premier ministre Kay Rala Xanana Gusmao – a réalisé des avancées, en réussissant à rétablir la stabilité économique et politique dès 2007. Ce gouvernement a notamment réussi à réinstaller les déplacés chez eux et à reconstruire des logements, à créer et faire fonctionner des instances publiques de contrôle dans un but de transparence, à réformer la fonction publique, à verser des pensions aux combattants de la libération nationale, à faire adopter des lois prévoyant une protection sociale pour les groupes les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, et à faire construire une centrale électrique pour satisfaire les besoins du pays. Les résultats de l'AMP sont d'autant plus remarquables que, d'après le Rapport 2011 sur le développement dans le monde, il faut habituellement entre 15 et 30 ans aux pays au sortir de conflit pour se consolider. Dans l'ensemble, le gouvernement AMP a permis de faire diminuer le taux de pauvreté de 9 pour cent.

Les élections présidentielle et législatives de juillet 2012, qui ont amené un nouveau gouvernement de coalition au pouvoir, avec le FRETILIN dans l'opposition, n'ont apparemment donné lieu à aucune violence. La Mission des Nations Unies au Timor oriental (MINUTO), créée en 2006 par une résolution du Conseil de sécurité destinée à aider l'Etat à rétablir la stabilité, à créer une culture de gouvernance démocratique et à faciliter le dialogue politique entre les différents acteurs timorais, dans le cadre de leurs efforts visant à engager un processus de réconciliation nationale et à favoriser la cohésion sociale, quitte le pays à la fin de l'année.

Implication du Parlement dans la consolidation de la paix : En étroite collaboration avec le PNUD, l'UIP contribue à renforcer les capacités du Parlement national depuis 2000. Dans ce cadre, elle a apporté un appui technique et juridique pour la rédaction de la Constitution et l'élaboration du Protocole. Elle a organisé de nombreux ateliers sur des questions telles que la budgétisation-genre, la diplomatie parlementaire, l'intégration des nouveaux élus et la planification stratégique. Cet appui consistait pour une bonne partie à créer les capacités nécessaires à la législature naissante, mais il aura néanmoins aidé le Parlement national à devenir un véritable acteur du changement pour accompagner le développement du Timor-Leste.

Questions:

- Qu'est-ce qui a permis la coopération réelle de ces cinq partis politiques sous le gouvernement AMP entre 2007 et 2012 ?
- En quoi la réaction rapide de la communauté internationale aux violences qui ont agité le pays en 1999 et en 2006 a-t-elle participé aux efforts de consolidation de la paix menés par l'AMP ?
- En quoi la présence de la MINUTO a-t-elle contribué à l'action de l'AMP ? Quelles mesures ont été prises pour prévenir le risque de crise après le départ de la Mission ?